



CHSCT

EN DIRECT DU C.H.S.

CAF13

FEVRIER 2011

REUNION

du 09-02-11

1-COMMISSION DE SUIVI SUR LE RAPPORT IRCAF

Lors de la réunion sur la restitution du rapport le 29 novembre 2010 nous avons approuvé et donc validé ce rapport et demandé la mise au vote d'une commission de suivi pour la mise en œuvre des préconisations avancées par le cabinet IRCAF.

Ce n'est que lors de la réunion du 9 février 2011 que s'est réalisée l'unanimité des élus en faveur de l'approbation et de la validation du rapport et de la création de la Commission de suivi sur la mise en place des préconisations dont notamment le dimensionnement des équipes en fonction des charges de travail, engagement d'un travail sur le métier et son devenir dans le sens d'une réhabilitation, la mise en œuvre d'un management technique..

Une première réunion aura lieu le 4 avril 2011 avec les participants suivants : les élus, le médecin du travail sur Gibbes, les médecins du travail des CAF hors Marseille, l'inspecteur du travail, le psychologue du travail et des travailleurs sociaux détachés.

Nous notons le refus catégorique de la Direction de participer à cette Commission de suivi et qui a affiché officiellement ses raisons : dénonciation du rapport sur la forme et surtout sur le fond avec la remise en cause du constat, de l'analyse et des préconisations.

La Direction a décidé de partir en guerre contre ce rapport car il met à jour la réalité vécue par les salariés, appuie là où ça fait mal et intervient sur ce qu'elle considère comme son pré carré. Dans le même temps, et pour cause, elle va s'agiter sur les « négociations » sur les Risques Psycho Sociaux (RPS) issues du décret Darcos, un véritable leurre (voir page 2) visant à étouffer les démarches (actuelle et future) du CHSCT, à les rendre inaudibles.

2-EXTENSION DE L'EXPERTISE AUX TCPF ET AUTRES CATEGORIES

Lors de la réunion du 14 décembre 2010, un vote unanime des élus a décidé le principe d'une nouvelle expertise sur l'ensemble des TCPF à partir de la saisine des TCPF d'Aix en Provence. Ce vote, conformément à la procédure, s'est appuyé sur une délibération reprenant notamment les points de la saisine.

Reste à choisir l'expert lors d'une prochaine réunion. Pour ce qui nous concerne ce choix aurait pu, et aurait du être déjà fait. La perturbation créée de toutes pièces par la Direction ne doit en aucun cas nous distraire de l'intérêt des salariés. Par ailleurs le conflit entre IRCAF et la Direction CAF13 ne nous paraît pas incompatible avec un choix renouvelant IRCAF dans l'extension de l'expertise. Ce cabinet, agréé par la ministre du travail, connaît très bien la CAF, a été choisi par tous les élus du CHSCT précédent et a toute légitimité pour poursuivre une autre expertise auprès des autres catégories de salariés.

Nous rappelons que le choix de l'expert appartient exclusivement aux élus du CHSCT qui décident à la majorité des présents.

Certes il faut aller vite, aussi bien pour le suivi du rapport que pour l'extension de l'expertise : cependant nous notons que l'avancement de ces dossiers aurait déjà pu à ce jour être très significatif sachant que la restitution du rapport IRCAF a été faite le 29 novembre 2010 !

3-PROCEDURE EN CAS D'AGRESSION OU INCIVILITES A L'ACCUEIL

Ce document présenté par la Direction et qui au départ devait être un document consensuel porté par tous est devenu uniquement un document Direction.

Au moment du vote, les 6 élus ont unanimement voté défavorablement sur ce projet qui deviendra donc une note technique de Direction.

En effet nous ne pouvions approuver un texte qui, même s'il énonce des procédures utiles en cas d'agression ou d'incivilités, édicte ou entérine :

- que les personnels de sécurité ou d'ambiance ne sont pas présents en permanence sur tous les sites
- une interprétation « employeur » sur le droit de retrait qui va en rajouter sur les inquiétudes des agents alors que la simple reproduction des articles du code du travail était objective
- que les cadres deviennent officiellement des supplétifs de sécurité

Par ailleurs le document national traite de la partie « prévention » qui n'est nullement reprise par ce document.

Nous avons rappelé que les élus du CHSCT avaient voté à l'unanimité la présence de gardiens ou d'agents d'ambiance sur tous les sites d'accueil et que les salariés du district Sud avaient saisi notre instance pour soutenir cette demande suite à l'incident de la rue de Cassis. Cette saisine a été remise à la Direction en séance ce 9 février 2011.

RPS : agitation autour du décret Darcos

Il est clair que la nouvelle relance de la Direction sur ce dossier vise à contrarier et à rendre illisible les démarches spécifiques du CHSCT. De plus nous avons eu un bilan national après 1 an d'application de ce décret, bilan communiqué par le magazine *Entreprises et Carrières* : sur les 1350 entreprises concernées seules 430 se sont engagées dans ce processus mais uniquement sur des textes se contentant de mettre en place des indicateurs et des formations, jamais pour remettre en cause l'organisation du travail, le management ou l'insuffisance de moyens. Tiens, ça rappelle l'état d'esprit de la Direction CAF13, non ? Autrement dit 920 entreprises n'ont rien fait et 430 ont fait semblant.....comme la CAF 13 ?

Marseille, le 15 février 2011